

Dans l'article ci-dessous, les impacts économiques et sociaux de la pandémie de coronavirus sont étudiés avec un focus sur les réfugiés, les demandeurs d'asile et les travailleurs migrants. Un bref regard sur les crises économiques passées révèle l'importance de l'assistance juridique et de l'aide gouvernementale comme moyens de réduire l'émigration et de faire respecter les droits de l'homme.

## **Les migrants écopent de la « double peine » dans le contexte de la pandémie de coronavirus**

*Jacqueline Skalski-Fouts, Virginie, Etats-Unis*

À l'approche d'une récession économique, les migrants vulnérables à la pauvreté, confrontés à des conflits, à des déplacements ou à des conditions de travail et de vie dangereuses, ont besoin d'un soutien économique accru à mesure que le taux de chômage augmente, de même qu'ils ont besoin d'un accès aux EPP et d'une assistance juridique.

Les travailleurs migrants ont été au premier plan de l'économie mondiale pendant la pandémie COVID-19, en tant que travailleurs essentiels. Pour autant, cette situation n'a pas été sans risques pour eux.

Aux États-Unis, les [travailleurs migrants travaillent](#) dans les champs de la *Central Valley* californienne, la région viticole de l'État, alors que les incendies qui sévissent le long de la côte ouest rendent l'air rougeâtre et dangereux.

Dans les fermes d'Almería, en Espagne, des [travailleurs agricoles migrants](#) marocains se sont plaints du manque « criant » d'équipements de protection individuelle, comme les masques et le désinfectant pour les mains, pour empêcher la propagation du COVID-19.

---

Au sein de l'UE, l'Espagne compte l'une des plus fortes proportions de travailleurs migrants, où au moins 25 % de la main d'œuvre du secteur agricole est constituée par les petites mains des migrants non ressortissants. Aux États-Unis, dans le même secteur 30 % des travailleurs sont sans papiers au même titre qu'environ 3,9 à 4,1 millions de travailleurs dans l'UE. Pourtant, ces travailleurs jouent un rôle prépondérant dans l'économie nationale et mondiale, et sont aujourd'hui confrontés aux dangers de la pandémie.

### **Les migrants sont plus vulnérables aux effets des récessions économiques**

À l'instar des travailleurs migrants, les réfugiés et les personnes déplacées sont particulièrement vulnérables aux effets des fermetures et aux problèmes de santé liés à la pandémie. Les migrants sont confrontés à ce que le Comité international de secours appelle une « double urgence inimaginable ». Face aux conflits et aux déplacements, les migrants doivent également faire face à une pandémie mondiale et aux effets d'une récession économique.

Avec les fermetures, beaucoup de ceux qui ont du mal à se procurer les moyens de subsistance de base risquent fort de perdre leur emploi et ne peuvent prétendre à une aide financière publique.

Les faillites d'entreprises en raison de la pandémie ont dévasté les petites entreprises dans les pays du monde entier et devraient entraîner une « grave » récession économique. En conséquence, [1,06 million de personnes devraient](#) être exposées au risque de pauvreté d'ici la fin de l'année. Parmi elles figurent les migrants et les réfugiés, qui sont « particulièrement vulnérables » aux effets de la crise car ils constituent un pourcentage important des travailleurs du secteur informel.

Selon des études récentes, l'on estime que le nombre de travailleurs informels au Maroc s'élève à environ [2,4 millions](#) (plus d'un tiers de la population active marocaine), et qu'il [devrait](#)

---

[augmenter](#) car les consommateurs perdent leur emploi et les entreprises recherchent des biens et services moins chers. Lors des fermetures, de nombreux travailleurs informels n'ont pas pu trouver de clients ou atteindre leurs zones de travail en raison du manque de moyens de transport.

Alors qu'au Maroc, le marché du travail et le secteur privé ont été fortement touchés par les fermetures, les catégories les plus impactées sont les travailleurs employés dans le secteur informel où 66% d'entre eux ont déjà [perdu leur emploi](#). Le gouvernement marocain a mis en place des mesures pour tenter d'amortir les effets de la perte de revenus, en particulier pour les travailleurs du secteur informel, mais à la mi-juillet, l'aide publique n'avait atteint que 19% des ménages. Une grande partie de cette aide n'atteint pas les immigrants, en particulier ceux qui sont en situation irrégulière ou les « sans papiers ».

### **Offrir un meilleur accès à l'aide juridique**

Comme nous l'apprennent les crises financières passées, la plupart des immigrants ne retourneront pas chez eux. Au lieu de cela, confrontés à de mauvaises perspectives économiques dans leur pays d'origine, beaucoup migrent vers le nord de l'Europe. Ces derniers mois, la Tunisie a vu le nombre de migrants se rendant en Italie multiplié [par six](#) par rapport à l'année dernière.

Mais avec la fermeture des voies de migration terrestres traditionnelles, de plus en plus de migrants se tournent vers les voies maritimes et le trafic d'êtres humains, qui a fait jusqu'à présent plus de [675 morts](#) cette année.

Human Rights Watch a mis en garde contre les complications que peut entraîner la pandémie du coronavirus. Les travailleurs migrants sont souvent confrontés à des conditions de travail et de vie dangereuses, ce qui peut les rendre plus vulnérables aux effets du virus.

---

Kavita Datta, qui a mené une [étude sur les](#) migrants bulgares à Londres pendant la récession de 2009, suggère qu'il n'y a que deux solutions : l'une est de réduire la migration, l'autre est de fournir un meilleur accès à une aide juridique et de mieux expliquer aux migrants leurs droits dans le pays concerné afin de réduire les risques d'exploitation.

Dans un [webinaire](#) organisé par le Migration Policy Centre, le conférencier Andrew Geddes en appelle à un nouveau débat sur l'immigration, suggérant la nécessité pour les gouvernements de revoir les politiques actuelles telles que le partage des responsabilités ou encore les voies légales possibles.

Une grande partie de la responsabilité incombe aux pays d'émigration nord-africains, comme la Libye et le Maroc, à partir desquels une majorité de migrants clandestins se rendent en Europe. Les [récentes mesures du](#) gouvernement britannique visant à réduire les migrations comprennent la construction de centres de détention offshore dans des pays comme le Maroc, une mesure similaire à celle déjà utilisée par le gouvernement australien en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui a été critiqué par les Nations unies et d'autres groupes de défense des droits de l'homme.

Mais plutôt que d'adopter une réponse centrée sur la détention face à l'augmentation des migrations, les organisations d'aide juridique et les programmes d'aide à la migration adoptent une approche davantage axée sur l'humanitaire, ce qui pourrait permettre de réduire plus efficacement la migration clandestine.

[C'est](#) précisément ce que font des organisations marocaines comme [Droit et Justice](#) et la [Clinique juridique de la Faculté de droit \(CJFD\)](#) de l'Université Sidi Mohammed Ben Abdallah à Fès, qui est [gérée par des étudiants](#). La CJFD est soutenue par l'Initiative de partenariat États-Unis-Moyen-Orient et le National Endowment for Democracy et est mise en œuvre en partenariat avec la [Fondation du Haut Atlas](#). Au sein de cette entité, des étudiants en droit

---

fournissent une [aide juridique](#) aux migrants dans le cadre d'une approche multidimensionnelle visant à réduire les migrations vers l'Europe tout en promouvant les droits de l'homme, l'intégration sociale ou encore la formation à l'entrepreneuriat. Ainsi, les centres d'émigration traditionnels deviennent des lieux de soutien et encouragent un séjour plus permanent.

En réponse à la pandémie, le volontariat et la solidarité communautaire ont [augmenté dans le](#) monde entier. Cela constitue la base d'un soutien accru aux programmes de protection et d'inclusion des migrants. Les pays d'émigration devraient accroître les partenariats entre les gouvernements et les organisations sociales communautaires afin de réduire le nombre de migrants qui risquent de suivre des itinéraires migratoires dangereux au péril de leur vie, d'être exploités ou de vivre dans la pauvreté.

*Jacqueline Skalski-Fouts est étudiante en premier cycle à l'Université de Virginie.*

---